

LEBRIEF : Quelle appréciation faites-vous des réalisations économiques du gouvernement ?

Abdelghani Youmni - L'établissement d'un bilan gouvernemental des réalisations économiques ne devrait pas s'en tenir uniquement à des réalisations chiffrées car elles sont difficilement évaluables au bout de 360. Toutefois et pour répondre en partie à votre question, il faut reconnaître que le taux de chômage est passé de 12.8% à 11.2% (-1.6points) entre juillet 2021 et juillet 2022, Ce taux est passé de 18,2% à 15,5% en milieu urbain (-2,7 points) et de 4,8% à 4,2% en milieu rural (-0,6 point), l'effet reprise urbaine face à l'effet sécheresse rurale sont réels.

Ce recul est à mettre au crédit du gouvernement et de Bank Al Maghrib, l'exécutif a débloqué plus de 13 milliards de dirhams dans la trésorerie des entreprises, deux milliards pour aider le secteur touristique et 4.49 milliards pour accompagner les agriculteurs. Quant à BAM, le maintien du taux directeur à 1.5% malgré les sursauts de l'inflation puis son augmentation seulement de 0.5 Points sont des signaux pour soutenir l'investissement privé, public, les crédits immobiliers et à la consommation.

Pour ce qui est de la croissance économique, le gouvernement a tablé en 2022 sur 3.2%, elle sera seulement de 0.8%, ce n'est pas seulement par manque d'efficacité mais la conjoncture internationale, le coût du fret, de l'énergie et des intrants puis surtout la sécheresse ont fait que nous avons perdu 2.4 points.

Tous les économistes s'accordent sur le fait que pour juguler l'inflation et stimuler la croissance, il faut surveiller les prix et relever les taux d'intérêts. Acrobatie complexe qui peut affaiblir la monnaie et le pouvoir d'achat. Afin de rendre ces idées plus concrètes, notons que sur notre continent africain, les prévisions de 2022 estiment l'inflation à 12.2% pour une croissance de 3.8% avec des dépréciations monétaires variant entre 18 et 70%.

- L'exécutif a-t-il pu réagir convenablement par rapport aux effets de la crise ?

Il faut reconnaître que depuis la crise sanitaire et le déclenchement de la guerre en Ukraine, nous avons vécu une superposition de deux crises causant un choc la demande causée par le confinement suivi d'un choc de l'offre principal moteur de l'inflation. Crise et guerre dont les couches populaires, les classes moyennes et les pays pauvres sont les principales victimes et dommages collatéraux.

A l'instar de tous les gouvernements du monde, le gouvernement Akhannouch fait face au dilemme entre la sanctuarisation de la résilience économique pour sauvegarder le pouvoir d'achat ou l'aggravation de la dette publique et le déficit budgétaire. Il est indéniable que l'opinion publique est unanime sur le déficit de communication, le Maroc s'attendait à une météo de la crise, elle a fait défaut et ce malgré l'énorme batteries de mesures coûteuses et de subventions et aides déployées par l'Etat sur les derniers mois.

Désormais le pouvoir d'achat structure tout, les marocains s'attendaient à l'« indemnité inflation », pour eux elle devait se trouver dans le prix de l'essence et du gazoil et ils sont des millions à penser que le gouvernement avait cette possibilité. En juillet 2022, les recettes fiscales ont augmenté de 32.4% par rapport à la même période en 2021 soit 26, 934 milliards de dirhams contre 20, 352 milliards de dirhams, la hausse des prix des carburants a augmenté les recettes de l'Etat en écrasant le pouvoir d'achat des ménages. Nous avons trois solutions, la taxe flottante, le bouclier tarifaire, l'accélération de la mise en place du Registre Sociale Unifié pour faire des transferts monétaires ciblés.

Ces divergences jettent forcément le trouble dans l'opinion, les marocains ne savent pas tous que le gouvernement a alloué des subventions annuelles de 17 milliards de dirhams pour le gaz butane et 14 milliards de dirhams pour l'électricité, 600 millions de dirhams par mois pour subventionner la farine de blé et 3 milliards de dirhams. Par-delà les positions et les points de vue, le Maroc n'a pas connu depuis le début des crises ni pénuries ni rupture de produits énergétiques, alimentaires ou pharmaceutiques.

- Qu'en est-il de la politique du gouvernement en matière de préservation du pouvoir d'achat et pour juguler de l'inflation ?

A l'heure actuelle, les débats se concentrent sur la question de savoir si l'inflation ressusciter par la Covid-19 et la guerre en Ukraine va finir par retourner à l'état spectral auquel on l'avait réduite pendant plus de trente ans. Au Maroc, il faut reconnaître que la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat sont à l'origine de sentiments de défiance vis-à-vis de l'exécutif. A l'inverse, on imagine bien qu'il est contraint par la rationalisation des dépenses et le renforcement des recettes de l'Etat.

Comment juguler l'inflation ?

Au cours des soixante dernières années (1960-2020) l'inflation au Maroc n'a été en moyenne que de 4.2% par an, contre plus de 5,9% dans les pays de l'Union Européenne et 8.8% en Algérie. Le Maroc n'est pas un pays inflationniste, les ménages produisent leur alimentation et réduisent fortement l'inflation du prêt-à-manger vendus dans les grandes surfaces. Les subventions de la production agricole ralentissent et résorbent la cherté des productions légumières et fruitières, la nature rurale de la population (plus de 45.4%), puis la faible mobilité physique des ménages, ont également un effet significatif dans le ralentissement de l'inflation. La maîtrise de l'inflation est une spécificité du royaume sur le continent africain et dans l'Est et le Sud de la Méditerranée, notre combat n'est pas tant l'inflation que le chômage et la faiblesse du pouvoir d'achat en plus des inégalités de revenus entre les régions et les hommes et les femmes.

Comment préserver le pouvoir d'achat ?

Le pouvoir achat est une composante du revenu disponible brut que les ménages transforment en consommation et en épargne. Il décroche en cas de crises économiques ou d'inflation sévère, pour le préserver et l'améliorer, il faut soit créer plus de croissance économique, baisser les impôts ou subventionner l'économie à coup d'allocations et de dépenses fiscales avec le risque d'alourdir le poids de la dette.

Pour ce qui est du Maroc, la marge de manœuvre est infime aujourd'hui, car malgré le doublement du PIB entre 2000 et 2020, le pouvoir d'achat qui reste à géométrie variable et très inégal entre les quatre régions riches et 8 autres sous dotés et peu industrialisés.

- Quelles sont les réformes structurelles auxquelles le gouvernement Akhannouch doit s'attaquer ?

Si les réformes structurelles engagées depuis 23 ans ont mis le pays le pays dans la voie de la croissance, le Maroc reste très largement un pays agricole qui cherche à faire émerger un modèle industriel tiré par la locomotive de la demande extérieure.

Le gouvernement a fixé quatre priorités pour le PLF2023 :

1-Renforcer les fondements de l'Etat social ; 2-Relance économique par le soutien de l'investissement ; 3-La justice territoriale ;4-Reconstituer les marges budgétaires pour assurer la pérennité des réformes.

Tout est là pour répondre à votre question, légitime et extrêmement pertinente, il est indéniable que la doctrine de l'Etat social impose une réforme fiscale dans l'équilibre et le compromis. Elle devrait commencer par un réaménagement de l'IR qui permettra de ne plus faire peser tout le poids de la fiscalité du travail sur la classe moyenne. Aussi de réviser les taux de l'IS en fonction des branches et du ratio entre emplois, valeur ajoutée et profits et enfin s'attaquer à l'informel et à la fraude fiscale qui amputent le trésor de plus de 120 milliards de dirhams annuellement soit 10% du PIB.

Au Maroc, l'investissement public représente 2/3 et 30% du PIB alors que l'investissement privé seulement 1/3, l'externalité en création d'emplois et en croissance économique est très faible, un rendement de seulement 3%. L'investissement doit se libérer de l'Etat ce qui nécessitera des réformes structurelles du coût de l'énergie, du foncier et la formation professionnelle aux métiers de demain.

Est-il beaucoup trop tôt de concrétiser le projet de la régionalisation avancée seule garantie de tendre vers une justice territoriale, l'enjeu serait d'introduire davantage d'équité dans la répartition du développement et de la richesse entre les 12 régions du royaume. Aujourd'hui, trois régions créent plus de 60% des richesses et ne représentent que 1/3 de la population marocaine. Quant au déficit de développement, il est deux fois plus élevé dans le monde rural que dans les villes.

Au niveau macroéconomique, la politique fiscale, budgétaire et monétaire macro prudentielle et accommodante permet au Maroc de reconstituer ses marges budgétaires, de maîtriser sa dette publique certes élevée mais soutenable pour n'être qu'à 25% détenu par l'extérieur et à plus de 75% par des nationaux et des emprunts obligataires et du trésor libellés en dirhams. Pour Moody's, l'économie marocaine est résiliente, *le plafond de la monnaie locale reste à Baa1, trois crans au-dessus de la note souveraine.*